

Le budget—M. Axworthy

Parlons de toute la question de l'austérité. Le ministre des Finances et son gouvernement ont répété à maintes reprises qu'il fallait absolument contrôler l'inflation pour que le pays retrouve sa stabilité. L'inflation est un mal profond, corrosif, un cancer que notre société se doit d'éliminer. Il faut le faire disparaître pour créer un climat de certitude propice aux investissements, pour stabiliser nos marchés, pour inspirer le sentiment que nos revenus vont prospérer. C'est un mal endémique qui sévit dans tous les pays du monde. Nous disons tout simplement qu'il nous faut trouver le moyen de persuader les Canadiens, qu'ils soient patrons, travailleurs, fonctionnaires ou hommes politiques, qu'il est impossible de toujours voir la vie en rose et qu'il nous faut régler nos problèmes fondamentaux.

• (1640)

Monsieur l'Orateur, le gouvernement n'a pas la mainmise sur l'économie. Nous ne sommes qu'un des éléments qui l'influencent. Mais notre influence a diminué au fil des années. Il y a une vingtaine d'années, 60 p. 100 des dépenses du secteur public se faisaient au niveau fédéral. La situation s'est inversée et, désormais, ce sont les provinces et les municipalités qui en effectuent 60 p. 100.

Nous constatons toutefois avec grand regret et parfois avec une amère déception qu'elles accordent des augmentations de salaire de 13 ou 14 p. 100 qui dépassent non seulement celles qu'accorde le secteur privé, mais sont de loin supérieures à celles du secteur public. Néanmoins, nous demeurons persuadés qu'il nous faut établir une certaine orientation, une certaine norme, une certaine mesure, un certain but dans la société en faisant preuve d'initiative et en prenant les devants.

Nous ne nous y prenons pas en faisant des fonctionnaires nos bêtes noires. Nous affirmons tout simplement que, dans notre société, ces gens bénéficient d'une protection, de la sécurité d'emploi et d'avantages que bien d'autres travailleurs n'ont pas. En ma qualité de ministre de l'Emploi et de l'Immigration, je discute chaque semaine avec des personnes qui ont été mises à pied et qui subissent les contrecoups du marché du fait que l'industrie minière n'arrive pas à vendre ses produits ou encore que les fabricants de voitures ne réussissent pas à écouler leur marchandise. Ces personnes voudraient jouir de la même sécurité et de la même protection que les travailleurs d'autres secteurs, et notamment ceux de la Fonction publique. Nous rappelons donc tout simplement aux Canadiens qui sont avantagés par rapport aux autres, qui jouissent de certaines garanties, c'est-à-dire de la sécurité du revenu et de la sécurité d'emploi, qu'ils doivent certainement s'attendre à être appelés à partager quelques-unes de leurs ressources avec ceux qui n'ont pas la même chance.

Voilà ce que nous proposons: un échange en quelque sorte. Nous sommes étonnés, monsieur l'Orateur, que certains chefs syndicalistes, non pas tous mais quelques-uns, prétendent nous opposer une lutte des plus farouches à ce sujet. En réalité, ils comptent lutter contre des mesures qui donneraient à leurs confrères et consœurs syndicalistes la possibilité de retourner au travail. Ils disent: «Pour protéger notre territoire, nous sommes prêts à sacrifier les autres travailleurs qui n'ont pas

d'emploi». Voilà ce qu'ils disent, au fond. Monsieur l'Orateur, c'est une grave condamnation. C'est le genre d'attitude que nous devons faire disparaître. Nous cherchons à convaincre nos vis-à-vis de cesser de chercher la petite bête, et de nous aider à changer ces attitudes.

M. Blackburn: Plus d'emplois.

M. Axworthy: Je viens d'entendre la voix du député de Brant (M. Blackburn) qui, soit dit en passant, venait souvent me voir à mon bureau pour m'exhorter instamment à créer des emplois dans sa circonscription où le chômage est très élevé. Le gouvernement s'est rendu à sa demande, de sorte que nous avons pris des dispositions pour les travailleurs et consenti des investissements dans sa circonscription. Maintenant, il n'en veut plus.

M. Blackburn: J'invoque le Règlement. Je tiens à signaler au ministre que, depuis qu'il est venu à Brantford, le chômage, au lieu de baisser, a augmenté.

M. l'Orateur adjoint: Le député ne peut invoquer le Règlement. Un député ne peut obtenir la parole que lorsqu'il est à sa place.

M. Axworthy: Je me ferai un plaisir d'avertir le député que s'il est prêt à offrir sa démission, ses électeurs s'empresseront d'accepter. Je suis certain qu'ils ne partagent pas du tout son point de vue.

Nous exhortons les Canadiens à comprendre qu'il faut s'attaquer à l'inflation. Nous devons leur demander de faire certaines concessions pour ce qui est non seulement des salaires, mais également des prix, des allocations et des pensions. Nous pourrions ainsi indiquer la voie à suivre. Nous avons invité les premiers ministres à Ottawa pour leur demander s'ils sont prêts à faire la même chose dans leurs provinces. Nous espérons que ceux qui viendront seront d'accord et que le secteur privé suivra également.

Quand on cherche à réorienter l'économie canadienne c'est un peu comme si on dirigeait un gros navire; quand on change de cap, le bateau décrit une longue trajectoire avant d'obéir. En attendant de nombreux Canadiens sont sans emploi. C'est pourquoi nous avons jugé absolument indispensable d'inclure dans ce budget des mesures favorisant la création immédiate d'emplois afin que les Canadiens puissent se mettre tout de suite au travail.

Nous avons inclus dans ce budget un certain nombre d'initiatives visant diverses régions et divers groupes pour les aider à régler le problème du chômage. Nous avons accru de 450 millions l'aide à la création directe d'emplois. Jamais nous n'aurons autant dépensé pour créer directement des emplois. Au cours du seul exercice financier de cette année nous allons consacrer plus de 658 millions de dollars à la création directe d'emplois. La somme de 450 millions nous donnera 70,000 emplois de plus. Si nous les ajoutons aux 131,000 emplois que nous devons déjà créer au cours de cette période nous allons offrir plus de 200,000 nouveaux emplois aux Canadiens grâce à notre politique de création directe d'emplois.